



	Compte rendu de la réunion du groupe sectoriel sécurité alimentaire et moyens d'existence (GSSME)
Date	30 octobre 2019
Lieu	Bureau FAO, Q Asiatique, Avenue du Large, Salle de Réunion.
Participants	Cfr liste en Annexe

Ordre du jour et résumé de la réunion	Actions retenues
<p style="text-align: center;">A l'ordre du jour :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Etat d'avancement du cycle de programmation humanitaire (HNO/HRP/2020)2. Processus d'harmonisation des approches et outils de collecte de données de la sécurité alimentaire3. Coordination technique du programme Tubehoneza vs activités du groupe sectoriel (NWoW)4. Drivers<ul style="list-style-type: none">- Alerte : Evaluation rapide à Gashoho- 2-3 point à proposer à la coordination UN pour la plaidoirie	
<p>Etat d'avancement du cycle de programmation humanitaire (HNO/HRP/2020)</p> <ul style="list-style-type: none">- Le défis de l'exercice de cette année, a été l'absence de données actualisées faute d'évaluations et enquêtes limitées par la problématique des visas statistique et éthique. Les données disponibles utilisées étaient celles d' IPC avril 2019 (bien que pas publié) ainsi que celles de JANFSA complétées par l'analyse des perspectives qui ont servi de proxy pour les estimations projetées des chiffres de planification.- Les chiffres estimés pour la programmation 2020 sont : PIN 1,7M, 240K Target, Budget : 22,6M. : Une situation semblable à celle de l'année 2019- Les personnes ciblées :<ol style="list-style-type: none">1. Focus sur les Rapatriés de 2019 et de 2020 : ceux de 2019 sont encore dans le besoin de renforcement des moyens d'existence car les analyses antérieures ont montré qu' 1 ou 2 saisons restent souvent insuffisantes pour la relance définitive de leur mode de production2. Autres retournés (expulsés et refoulés):3. Familles hôte	<p>Aux co-leads : Partager les données de planification et les objectifs afin de recueillir les</p>

Groupe Sectoriel Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence au Burundi (GSSAME)



<ul style="list-style-type: none">4. Personnes déplacées internes5. Personnes victimes des aléas climatiques divers (NB/Les prévisions des pluies supérieures à la normales laissent penser des victimes des inondations, des éboulement, etc..)- Objectifs du secteur retenus : Sujet au débat pour amélioration. 3 domaines d'intervention pour le HNO/HRP 2020: i. Besoins de survie des vulnérables, ii. Conséquence liée au bien être des vulnérables. Iii. Protection<ul style="list-style-type: none">o OS1 : Fournir une assistance alimentaire et/ou financière d'urgence non conditionnelle à 540000 personnes les plus vulnérables afin de préserver les capacités de résilience<ul style="list-style-type: none">▪ Collecte des données et identification des besoins prioritaires dans les zones affectées▪ Distribution des ressources alimentaires en nature et/ou monétaires aux groupes les plus vulnérables et aux communautés affectées par les aléas▪ Mise en place des mécanismes de réponses aux plaintes (feedback mechanism)o OS2.1 Restaurer les moyens d'existence durables de 540 000 personnes plus vulnérables pour assurer leur autonomie<ul style="list-style-type: none">▪ Distribution des kit d'intrants agricoles de base (y compris la fumure)▪ Appui aux groupes cible en AGRs (eg.VSLA)▪ Appui en petit bétail▪ Mise en place des mécanismes de plainte- Outil INFORM : La résilience : Définir les problématiques de vulnérabilité, et catégoriser les provinces. La carte des besoins HNO comparés avec la carte INFORM : Similarités : les provinces du Nord-Est sont plus vulnérables (Kirundo, Muyinga, Ruyigi, Ngozi et Cankuzo)- Les prochaines étapes :<ul style="list-style-type: none">o Elaborer les projets aligner aux objectifs et activités sectorielso Projet OPS 2020o Rapportage réalisations 2019	<p>commentaires à donner avant le 6 novembre.</p> <p>Aux membres du groupe sectoriel : Donner des observations et commentaires sur les objectifs du secteur à proposer au HRP avant le 6 novembre.</p>
<p>Processus d'harmonisation des approches et outils de collecte de données de la sécurité alimentaire</p> <p>A la suite du blocage des activités de collecte et d'analyse des données en relation avec la lettre du Ministère des finances, sur les visas statistiques, des consultations ont eu lieu avec les structures gouvernementales (MINEAGRIE, ISTEEBU) qui ont conduit à une retraite groupant le MINEAGRIE – ISTEEBU –FAO- PAM à l'issue de laquelle des</p>	<p>Aux co-lead : Tenir informer les membres sur l'évolution et les aboutissements.</p>



recommandations et des actions à prendre en faveur de l'harmonisations des outils de collectes de données. Objet de la retraite était de chercher à voir les possibilités d'intégration des certains outils à d'autres qui ont déjà de visa statistique. Ainsi une planification des activités a été établie de façon consensuelle pour mettre en pratique l'harmonisation des outils et arriver à pouvoir atteindre les objectifs de disponibilité des données. (cfr présentation partagées).

- L'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB) est désormais considérée comme la charnière centrale de l'ensemble des évaluations sectorielles des productions agricoles et disponibilités alimentaire. L'enquête FSMS sera conduite comme un module intégré dans ENAB.
- **Manquements à relever :**
 - **Retard dans le traitement, analyse des données et diffusion d'information ENA :** une équipe intégrée ainsi qu'un calendrier ont été proposés pour la disponibilité d'information active et opportune pour la prise de décision.
 - **De la fiabilité des données :** une enquête de vérification a été proposée pour identifier le niveau de fiabilité des données ENAB, l'identification des goulots d'étranglement et des pistes de renforcement des capacités.
- Système d'Information et de suivi de la campagne agricole (SISCA) va canaliser tous les systèmes de suivi et d'alerte précoce sur les aspects agricoles et sécurité alimentaire qui fourniront d'informations régulières pour la production agricole et la sécurité alimentaire.
- **Manquements à relever :**
 - **Système d'exploitation des données :** Kobo qui a prouvé des performances avec ASIASAN sera privilégié.
 - **Capacité technique :** des sessions de formation seront organisées pour les encadreurs et enquêteurs.
- Les analyses IPC seront pourvues en information par ces systèmes cités ci-haut et d'autres informations en provinces d'autres sources comme les SMART et autres.

La recommandation est de capitaliser au maximum les informations collecte dans le canal de ce system harmonisé en améliorant l'accès aux parties prenantes. Des possibilités de demander des visa statistiques ou autorisations sont à explorer en cas de besoins spécifiques.



Programme TUBEHONEZA : Programme de développement rural pour la nutrition.

Présentation : 3 résultats communs : (i) Les principes de base de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, qualité, stabilité) sont renforcés; (ii) La disponibilité des moyens et services permettant aux ménages ruraux de prévenir et soigner la sous-nutrition chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans est assurée; (iii) La participation de toutes les parties prenantes dans les initiatives de gestion de conflits et de réduction préservation du tissu communautaire, est assurée;

Le programme est mise en œuvre par 16 organisations autour de 5 consortia :

- Fondation AVSI : **+CARITAS International (Belgique); Vétérinaires Sans Frontières Belgique**
- Croix-Rouge Espagnole : **Croix-Rouge Finlandaise**
- FAO : PAM, UNFPA, UNICEF
- WHH : **Concern Worldwide , International Rescue Committee (IRC)**
- World vision : **World Vision Australia; Stichting CARE Nederland; CARE International in Burundi**

Mise en œuvre dans 14 provinces ; 41 communes

Ciblage : 4 catégories des bénéficiaires :

- Très pauvres 23% = 858.009 bénéficiaires
- Pauvres 37% = 980.581 bénéficiaires
- Moyen 29% = 490.291 bénéficiaires
- Aisés (11%) = 122.573 bénéficiaire

Les groupes privilégiés : Enfant -5ans, Femmes enceintes et allaitantes, Mères d'enfant de moins de 59 mois, jeunes filles adolescentes, jeunes descolarisés

3 niveaux de coordination :

- **Coordination avec les acteurs locaux pour information et concertation**
- **Coordination inter-consortia**
- **Appui/assistance technique de l'UE** (Vu la complexité du programme, l'Union Européenne a recruté une équipe pour suivre toute cette structure.)

A mettre sur l'agenda des prochaines réunions : Mettre sur table des modalités d'intervention du programme de TUBEHONEZA et celles des autres projets afin de chercher l'harmonisation.



<p>Le programme tient compte des situations d'urgence et des victimes de chocs éventuels pendant la période de mise en œuvre : Existence de budget de contingence dans chaque projet pour la prise en charge des urgences dont la gestion se fait :</p> <p>L'information passe par l'organisation chef de file du consortium qui couvre la province, la question est débattue au niveau du comité de pilotage du consortium, puis une demande est formulée par le chef de file du consortium à l'EU pour actionner l'utilisation des fonds de contingences.</p> <p>Contrainte déjà en vue : L'information sur la mesure du gouvernement d'interdire les activités de transfert monétaires basé sur les activités d'aménagement des bassins versant. La raison serait que les provinces qui n'ont pas de partenaires de ce genre se verraient avec des bassins non aménagés.</p>	
<p>Divers :</p> <ul style="list-style-type: none">- Alerte : Evaluation rapide à Gashoho. Les membres du groupe sectorielle n'ont pas l'information. La recommandation est de partager l'information sur le cas notamment le rapport de l'OIM- 2 ou 3 points de plaidoirie :<ul style="list-style-type: none">○ Présence du Ministère dans les réunions du groupe sectorielles.○ Possibilité de voir avec ANAGESA pour l'appui aux urgences○ Mise à jour du Plan de contingence national multi risques- Information partagée par PACT : New way of working : Utiliser les vidéos captées sur les résultats des activités dans une localité (colline) pour la partager et servir de moyen de sensibilisation ailleurs. Une approche de partage et dissémination des leçons apprises. La recommandation est de mettre sur la table les approches et méthodologie pour les harmoniser.	<p>Partager le rapport de l'OIM aux membres du groupe sectoriel</p>



Liste de présence à la réunion du secteur GSSAME, 30 octobre 2019

Name	Organization	Email	Phone	Signature
NSENGIYUNYA Gilbert	FAO	gilbert.nsenziyunya@fao.org	79591839	
NTAGUNAMA Frédéric	IBF/DUE	ntagunama@ibf.be	79928632	
CHRISTIAN GNEBA	CICR	cgneba@icrc.org	79150257	
NITUNGA Emile	CICR	enitunga@icrc.org	79312741	
BUCUMI Augustin	IRC	bucumi-augustin@rescue.org	69402773	
NIZISABIRA Funahisha	WVRS	funahisha-ngobashira@wvr.org	79995958	
NIZIGAMA Eric	OPIRCO	ericnizigama@gmail.com	79434052	
Léonidas NDIKURIYO	Concern	leonidas.ndikuriyo@concern.net	71307906	

Groupe Sectoriel Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence au Burundi (GSSAME)



Liste de présence à la réunion du secteur GSSAME, 30 octobre 2019

Name	Organization	Email	Phone	Signature
Jean MAHWANE	PAD	Jean.Mahwane@wfp.org	79984496	
NIYONGENDAKO Meluade	FAO	meluade.niyongendako@fao.org	79937048	
GAKIMA Céile	FAO	Cecile.gakima@fao.org	61252259	
Jacques NDIRAKIZA	FLM	ntimurushajacques@fao.org	68923746	
Astus Nshunguma pasteur	WAVONIA	astus@wvoniaburundi.org	79065345	
Alexandra t lam	ZOA	a.tlam@zoango.org	72086751	
Egide NYONDIKO	FAO	egide.nyondiko@fao.org	79920633	
NGENDEWIMANA P. Claver	IITA	P.Claver@regiar.org	79581486	
Claude NKONZI	CRS	nkonzi.claude@crs.org	797357502	
Samuel NZOKIRANTEVE	WHH	samuel.nzokiranteve@welthungerhilfe.de	68155353	
NDUWAYO Ferdinand	CROIX ROUGE	nduwayo@yahco.fr	79022996	
Fabrice Essu	PACT Bi	factbu@yahco.fr	61913240	

Groupe Sectoriel Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence au Burundi (GSSAME)